

**Convention collective**

IDCC : 9241. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES**

**(Dordogne)**

**(6 février 1968)**

(Etendue par arrêté du 9 juillet 1968,  
*Journal officiel* du 25 août 1968)

---

AVENANT N° 97 DU 22 JANVIER 2010  
RELATIF AU FINANCEMENT DE L'ASSOCIATION  
POUR L'EMPLOI ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE

NOR : AGRS1097204M

IDCC : 9241

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Dordogne ;

La fédération départementale des coopératives d'utilisation du matériel agricole de la Dordogne,

D'une part, et

Le syndicat départemental agroalimentaire CFDT de la Dordogne ;

Le syndicat FGTA-FO de la Dordogne,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 18 de la convention collective de travail des exploitations agricoles du département de la Dordogne est modifié comme suit.

## « Article 18

### *Association pour l'emploi et la formation professionnelle*

En prolongement de l'accord national du 2 octobre 1984, les parties conviennent de créer une association départementale pour l'emploi et la formation en agriculture (ADEFA).

L'ADEFA participe au développement de l'emploi et de la formation professionnelle des exploitations et entreprises agricoles compris dans le champ d'application de la présente convention.

Son financement, qui a pour objet de mettre en œuvre toutes mesures afférentes à l'emploi, à la formation et aux études socio-économiques, est assuré par une participation salariée et patronale sur la base d'une cotisation égale à 0,10 % du salaire soumis à cotisations sociales réparties à raison de 0,05 % à la charge des salariés et de 0,05 % à la charge des employeurs.

Ces cotisations exigibles aux mêmes échéances que les autres cotisations d'assurances sociales sont appelées par la caisse de mutualité sociale agricole de la Dordogne.

Cet accord sur le financement de l'ADEFA est révisable par période biennale. »

## **Article 2**

Les dispositions du présent avenant prennent effet le premier jour du mois suivant la date de l'extension.

## **Article 3**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à la DIRECCTE, unité territoriale de la Dordogne, 2, rue de la Cité, 24016 Périgueux Cedex.

Fait à Périgueux, le 22 janvier 2010.

(Suivent les signatures.)